

2° er wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Het voor een erkende islamitische gemeenschap ingesteld comité wordt om de drie jaar gedeeltelijk hernieuwd, door de nodige maatregelen te treffen uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de mandaten van zijn gekozen leden. De eerste hernieuwing gebeurt na afloop van de eerste drie jaar, door het vertrek van drie leden die door het lot worden aangewezen. De leden van rechtswege worden niet beoogd. De andere drie leden worden na afloop van het mandaat van zes jaar vernieuwd."

Art. 3. In artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 4. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201740]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, les articles 3, § 2, 1°, 4, alinéa 3, 7, alinéa 2, 8, alinéa 1^{er}, 9, alinéa 1^{er}, 10, 12, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, 13, 14, 15, § § 1^{er} et 3, et 21;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 novembre 2018;

Vu le rapport du 5 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 21 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 17 décembre 2018;

Considérant l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 19 décembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et disposition générale

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 14 février 2019 : le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises;

2° le Ministre : le Ministre de l'Emploi;

3° l'Administration : la Direction de la Promotion de l'emploi du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4° l'Office : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° le règlement de minimis : le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

6° la classe : la classe visée par la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques imposée par le Code NACE BEL 2008.

Art. 2. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours francs.

Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable le plus proche.

Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais d'engagement.

CHAPITRE II. — *Conditions d'accès au bénéfice de l'incitant financier*

Art. 3. Conformément à l'article 3, § 2, 1^o, du décret du 14 février 2019, et sans préjudice des articles 1^{er} et 2, 1., du règlement de minimis, l'entreprise est exclue du bénéfice de la subvention si elle appartient à l'un des secteurs suivants :

1^o le secteur bancaire et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier, repris aux classes 64.11 à 68.322, 81.100;

2^o le secteur de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, repris aux classes 05.100 à 09.900, 20.130, 21.209, 24.460, 35.1 à 36.000 et 38.222, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables;

3^o le secteur de l'enseignement et de la formation, repris aux classes 85.1 à 85.609, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient;

4^o le secteur de la santé et des soins de santé, repris aux classes 86.1 à 87.9, les secteurs de l'orthèse, du bandage, de la prothèse et de l'audiologie visés aux classes 47.740 et 32.500 et le secteur de l'optique visés aux classes 47.782 et 32.500, sauf si ces activités sont exercées majoritairement dans des crèches et des garderies d'enfants visées à la classe 88.911;

5^o le secteur des sports, des loisirs et la production de produits culturels, le secteur de l'organisation des jeux de hasard et d'argent ainsi que le secteur des agences de voyage, repris aux classes 59.11 à 60.2, 79.1 à 79.9 et 90.0 à 93, à l'exception des parcs d'attractions visés aux classes 93.212 et des exploitations touristiques;

6^o le secteur des services aux particuliers, tels que les activités d'intermédiaires du commerce en gros visées aux classes 45.11 à 46.19, du commerce de détail visé aux classes 13.300, 47.11 à 47.99, 52.210, 95.12 à 95.23 et 95.25 à 95.29 sauf s'ils occupent un effectif de référence d'au maximum cinq travailleurs calculés conformément à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 14 février 2019;

7^o le secteur de la location de biens mobiliers visés aux classes 77.1 à 77.3;

8^o le secteur des titres-services, visé par l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services.

CHAPITRE III. — *Procédure d'introduction de la demande*

Art. 4. § 1^{er}. La demande de la subvention, visée à l'article 8 du décret du 14 février 2019 est introduite par l'entreprise auprès de l'Administration soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet, soit par voie postale, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre ou son délégué.

§ 2. Toute demande de prolongation de la subvention est introduite par l'entreprise au moins trois mois avant l'expiration de la durée fixée dans la décision initiale, dans la forme et selon les modalités fixées au paragraphe 1^{er}.

En cas de non respect du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, la demande est classée sans suite.

§ 3. Toute demande d'extension du régime du travail est introduite par l'entreprise dans les formes et selon les modalités fixées au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Lorsque l'entreprise souhaite que la subvention dont elle bénéficie soit transférée à une autre entreprise en application de l'article 14 du décret du 14 février 2019, l'entreprise reprenneuse en fait la demande auprès de l'Administration, dans la forme et selon les modalités fixées au paragraphe 1^{er}.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite dans un délai d'un mois à dater de la fusion ou scission de société, de l'apport d'universalité ou de branche d'activité, de la cession d'universalité ou de branche d'activité, visés par le Code des sociétés, ainsi que les cas visés par le livre XX « Insolvabilité des entreprises » du Code de droit économique.

L'Administration avertit l'Office de cette demande.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} comporte tout document probant permettant d'attester la reprise des droits et obligations de l'entreprise demandeuse par l'entreprise reprenneuse ainsi que le respect des conditions prévues par le décret du 14 février 2019 et le présent arrêté.

§ 5. Lorsque l'entreprise souhaite que la subvention dont elle bénéficie soit transférée à une autre entreprise suite à un changement de statut ou à un changement de nom de l'entreprise elle en fait la demande auprès de l'Administration, dans la forme et selon les modalités fixées au paragraphe 1^{er}.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite dans un délai d'un mois à dater du changement de statut ou du changement de nom de l'entreprise bénéficiaire de la subvention.

L'Administration avertit l'Office de cette demande.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} comporte tout document probant permettant d'attester la reprise des droits et obligations de l'entreprise demandeuse par l'entreprise reprenneuse ainsi que le respect des conditions prévues par le décret du 14 février 2019 et le présent arrêté.

§ 6. Toute demande visée aux paragraphes 1^{er} à 5 est signée par une personne habilitée à engager juridiquement l'entreprise visée à l'article 3 du décret du 14 février 2019.

Art. 5. Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, l'Administration envoie à l'entreprise, soit :

1^o un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet;

2^o un avis l'invitant à compléter le dossier dans les trente jours de la réception de cet avis.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, si le dossier demeure incomplet, la demande est classée sans suite et l'Administration en informe l'entreprise.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque la demande est complète, l'Administration vérifie la recevabilité de celle-ci.

Pour être recevable, la demande répond aux conditions d'octroi visées à l'article 3 du décret du 14 février 2019, ne conduit pas à un dépassement des montants prévus à l'article 4 du décret du 14 février 2019 et respecte l'article 8 alinéa 2 du décret.

En cas d'irrecevabilité, l'Administration en informe l'entreprise et classe la demande sans suite et ce, dans un délai de vingt-cinq jours à dater de la réception de la demande complète.

Lorsque la demande est recevable, l'Administration instruit la demande et transmet au Ministre, ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète à l'Administration.

§ 2. Le Ministre, ou son délégué, prend une décision d'octroi ou de refus dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par l'Administration.

L'Administration notifie la décision à l'entreprise, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, et en avertit l'Office par voie électronique.

CHAPITRE IV. — Engagements et majorations

Art. 7. Conformément à l'article 9 du décret du 14 février 2019, l'entreprise introduit auprès de l'Office la demande de prise en compte de l'engagement du demandeur d'emploi, visée à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, du décret du 14 février 2019 et des majorations visées à l'article 5, § 2, du décret du 14 février 2019, dans un délai d'un mois à dater de l'engagement du demandeur d'emploi.

La demande et les documents attestant les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, dont notamment la copie du contrat de travail, font l'objet d'un modèle dont le contenu est déterminé par le Ministre ou son délégué.

En cas d'introduction de la demande au delà du délai visé à l'alinéa 1^{er}, le montant de la subvention pour la période se situant entre la date d'engagement du demandeur d'emploi et la date de réception de la demande par l'Office est définitivement perdu dans le chef de l'entreprise.

En cas de non-respect des conditions d'engagements visées à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, l'Office en informe l'employeur dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande de prise en compte de l'engagement. A défaut, les délais d'engagement sont prolongés pour une durée équivalente à la période se situant entre l'échéance du délai d'un mois et la date à laquelle l'Office a informé l'employeur du non-respect des conditions d'engagement.

En cas de non respect de l'article 13, § 4, du décret, l'Office refuse la prise en compte de l'engagement du demandeur d'emploi inoccupé.

L'Office se prononce sur l'octroi des majorations visées à l'article 5, § 2, dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande de majoration.

CHAPITRE V. — Liquidation et suspension de la subvention

Art. 8. Par coût effectivement supporté par l'employeur pour un travailleur au sens de l'article 7, alinéa 2, du décret du 14 février 2019, l'on entend toute dépense effectuée par l'entreprise en raison d'une obligation légale, réglementaire ou émanant d'une convention collective de travail rendue obligatoire comprenant :

1^o la rémunération brute du travailleur pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées déduction faite des remboursements de tiers;

2^o les pécules de vacances légalement dus sur ces prestations;

3^o la prime de fin d'année;

4^o les charges patronales de sécurité sociale et les cotisations spécifiques, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'entreprise;

5^o les frais de transport pour le domicile-lieu de travail;

6^o les frais de secrétariat social et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail;

7^o les frais de médecine du travail;

8^o la quote-part patronale des titres-repas.

Sont exclus les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le travailleur pour compte de l'entreprise, les libéralités et gratifications.

Le contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur pour un travailleur est effectué par l'Office, sur base des sources authentiques, au plus tôt, l'année qui suit l'année concernée par les prestations faisant l'objet du contrôle.

Art. 9. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 10 du décret du 14 février 2019, est liquidée par l'Office par tranche trimestrielle civile sur base des documents transmis par l'entreprise.

L'entreprise envoie les documents, dont le modèle est établi par l'Office, au plus tard pour le quinzième jour du mois qui suit le trimestre concerné.

Chaque tranche trimestrielle est liquidée par l'Office avant la fin du premier mois qui suit le trimestre pendant lequel les prestations ont été exercées.

§ 2. A défaut d'envoi des documents par l'entreprise dans le délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la liquidation de l'aide est suspendue jusqu'à réception des documents par l'Office, au plus tard le quinzième jour du mois suivant le trimestre qui suit le trimestre concerné.

A défaut d'envoi des documents dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le montant de l'aide pour le trimestre concerné est définitivement perdu dans le chef de l'entreprise.

Art. 10. L'Office suspend la liquidation de la subvention s'il constate, sur base de tout élément probant ou sur base d'une constatation effectuée en vertu de l'article 16 du décret du 14 février 2019, que l'entreprise dépasse les seuils européens fixés à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 14 février 2019.

L'Office en avertit l'Administration par voie électronique.

Art. 11. L'Office suspend la liquidation de la subvention s'il constate, sur base de tout élément probant ou sur base d'une constatation effectuée en vertu de l'article 16 du décret du 14 février 2019, que l'entreprise ne respecte pas :

- 1° les conditions visées à l'article 3 du décret du 14 février 2019;
- 2° les obligations visées aux articles 12 et 13, § 4 du décret du 14 février 2019.

L'Office en avertit l'Administration par voie électronique.

Si, à l'issue d'un délai de six mois à dater de la décision de la suspension de la liquidation de la subvention, la procédure de sanction, visée à l'article 15 du décret du 14 février 2019, n'a pas été entamée pour non respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, la subvention est liquidée, conformément à l'article 10 du décret du 14 février 2019, en ce compris pour la période de suspension.

CHAPITRE VI. — *Obligations des entreprises*

Art. 12. Pour calculer l'effectif de référence visé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 14 février 2019, sont pris en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'entreprise au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale dans les catégories ONSS, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'ONSS, et selon les modalités suivantes :

1° seuls les travailleurs suivants, déclarés selon les codes ONSS travailleur correspondants, sont pris en compte dans l'effectif de référence :

- a) les ouvriers temporaires dans l'horticulture et l'agriculture et ouvriers occasionnels dans l'Horeca;
- b) les ouvriers de catégorie spéciale à déclarer sur base des rémunérations forfaitaires, à l'exclusion des apprentis;
- c) les ouvriers handicapés, à l'exclusion des apprentis;
- d) les ouvriers de catégorie ordinaire, à l'exclusion des apprentis;
- e) les ouvriers et assimilés, à l'exclusion des apprentis;
- f) les employés occasionnels dans l'Horeca;
- g) les employés handicapés, à l'exclusion des apprentis;
- h) les employés ordinaires, à l'exclusion des apprentis;
- i) les employés occasionnels;

2° par dérogation, les apprentis sont tous exclus, sur base des codes ONSS relatifs aux types d'apprentissage;

3° ne sont pas prises en compte les données relatives au temps de travail pour lesquelles l'employeur ne paye pas de rémunération ni d'indemnité, reprises sous le code ONSS prestation, à l'exception de celles reprises sous un autre code ONSS;

4° ne sont pas prises en compte les indemnités qui sont payées au travailleur lorsqu'il est mis fin au contrat de travail et qui sont exprimées en temps de travail, reprises sous le code ONSS rémunération.

Pour calculer les moyennes des travailleurs occupés, les prestations de l'ensemble des travailleurs occupés sont prises en compte, quelles que soient les unités d'établissement où ces travailleurs sont occupés.

CHAPITRE VII. — *Demande de dérogation*

Art. 13. La demande de dérogation est introduite par l'entreprise auprès de l'Administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

La demande de dérogation contient les observations de l'entreprise quant au non respect des obligations prévues à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, du décret du 14 février 2019.

L'Administration transmet le dossier, un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision au Ministre, ou à son délégué.

Le Ministre, ou son délégué, prend une décision concernant la demande de dérogation visée à l'article 12, § 2, du décret du 14 février 2019.

L'Administration notifie, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, la décision visée à l'alinéa 4, à l'entreprise concernée et en avertit l'Office par voie électronique.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions*

Art. 14. Le Ministre, ou son délégué, peut prendre une des sanctions visées à l'article 15 du décret du 14 février 2019.

Au préalable, l'Administration adresse à l'entreprise un avertissement, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, l'invitant à faire part, dans un délai de quinze jours à dater de la notification de l'avertissement, à l'Administration de ses observations et moyens de défense.

A cette occasion, l'entreprise concernée peut, à sa demande, être entendue par l'Administration et l'Office, dans un délai de trente jours à dater de la réception de ses observations et moyens de défense.

L'Administration transmet le dossier, un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision au Ministre, ou à son délégué, et en avertit l'Office par voie électronique.

Le Ministre, ou son délégué, prend sa décision dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par l'Administration.

L'Administration notifie, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, la décision à l'entreprise concernée, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle, et en avertit l'Office par voie électronique.

Art. 15. § 1^{er}. Toute entreprise ayant une dette vis-à-vis de l'Office dans le cadre du décret du 14 février 2019 et du présent arrêté peut convenir avec lui d'un plan d'apurement si la durée de celui-ci n'excède pas vingt-quatre mois.

Seul le Ministre, ou son délégué, peut conclure un plan d'apurement ayant une durée de plus de vingt-quatre mois.

§ 2. L'entreprise qui souhaite bénéficier d'un plan d'apurement adresse une demande à l'Office, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'Office.

Lorsque la demande concerne un plan d'apurement n'excédant pas vingt-quatre mois, l'Office communique sa décision dans les trente jours à dater de la réception de la demande complète, à l'entreprise ainsi que, pour information, au Ministre.

Lorsque la demande porte sur un plan d'apurement excédant vingt-quatre mois, l'Office transmet, dans les trente jours de la réception de la demande dûment complétée, une proposition de décision au Ministre, ou à son délégué, lequel prend sa décision dans les vingt jours à dater de la réception de la proposition de décision de l'Office.

Le Ministre, ou son délégué, transmet ensuite la décision à l'Office qui la notifie à l'entreprise dans les dix jours, par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

§ 3. En cas de non-respect des échéances prévues dans le plan d'apurement, la totalité des sommes restantes dues est réputée exigible immédiatement et récupérée par toutes voies de droit en ce compris par compensation.

§ 4. En cas de demande de plan d'apurement, la récupération de l'aide indûment versée par le mécanisme de la compensation est suspendue jusqu'à la réception par l'entreprise de la décision de l'Office ou du Ministre sur la demande de plan d'apurement.

CHAPITRE IX. — *Rapport et registre*

Art. 16. § 1^{er}. Le Ministre définit le contenu du rapport visé à l'article 17, alinéa 1^{er}, du décret du 14 février 2019 et le transmet à l'Administration et à l'Office pour le 31 janvier.

Le rapport visé à l'article 17, alinéa 1^{er}, du décret du 14 février 2019 est transmis par l'Administration et l'Office, au Ministre, pour validation, au plus tard le 31 mars.

Le Ministre communique le rapport au Gouvernement qui le transmet aux instances visées à l'article 17 du décret du 14 février 2019 pour le 30 septembre.

§ 2. Le Ministre définit le contenu du registre visé à l'article 17, alinéa 2, du décret du 14 février 2019 et le transmet à l'Administration et à l'Office pour le 31 janvier.

Le registre visé à l'article 17, alinéa 2, du décret est transmis par l'Administration et l'Office au Ministre, pour validation, au plus tard le 31 mars.

Ce registre est communiqué au Gouvernement.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le décret du 14 février 2019 ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Art. 18. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201740]

28 MAART 2019. — **Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 3, § 2, 1^o, 4, lid 3, 7, lid 2, 8, lid 1, 9, lid 1,10, 12, § 1, lid 2, en § 2, 13, 14, 15, § 1 en 3, en 21;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 november 2018;

Gelet op het rapport van 5 november 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 21 februari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 17 december 2018;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 19 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o decreet van 14 februari 2019: het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;

2^o de Minister: de Minister van Tewerkstelling;

3^o de administratie: de Directie Werkgelegenheidsbevordering van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk, Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4^o de Dienst: de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

5° de *minimis*-Verordening : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *minimis*steun;

6° klasse : De klasse beoogd bij de activiteitennomenclatuur, ontwikkeld door het Nationaal Instituut voor Statistiek, opgelegd bij NACE BEL code 2008.

Art. 2. De termijnen in het kader van dit besluit worden in volle dagen berekend.

De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is er niet in begrepen.

De vervaldag wordt meegerekend in de termijn.

Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Bij de berekening van de indienstermijnen wordt geen rekening gehouden met de maanden juli en augustus.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de toegang tot de financiële incentive*

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3, § 2, 1°, van het decreet van 14 februari 2019, en onverminderd de artikelen 1 en 2, 1., van de *de minimis*-verordening wordt de onderneming van het voordeel van de subsidie uitgesloten als ze deel uitmaakt van één van de volgende sectoren:

1° banksector en andere financiële instellingen, verzekeringen en vastgoed, vermeld in de klassen 64.11 tot 68.322, 81.100;

2° de sector van de productie en van de energie- en watervoorziening met uitzondering van de productie van alternatieve en hernieuwbare energieën, vermeld in de klassen 05.100 tot 09.900, 20.130, 21.209, 24.460, 35.1 tot 36.000 en 38.222;

3° de sector van het onderwijs en de vorming, vermeld in de klassen 85.1 tot 85.609, alsmede elke maatschappij waarvan de activiteit het geven van vormingscursussen of de organisatie van allerlei seminaria is;

4° de sector van de gezondheid en gezondheidszorgen, vermeld in de klassen 86.1 tot 87.9, de sectoren orthese, verbanden en audiologie bedoeld in de klassen 47.740 en 32.500 en de sector optiek bedoeld in de klassen 47.782 en 32.500, behalve als deze activiteiten hoofdzakelijk uitgeoefend in kinderkribben en kinderopvang bedoeld in de klasse 88.911;

5° de sport-, vrijetijdsbestedings- en cultuursector, de sector organisatie van kans- en geldspelen, evenals de sector reisagentschappen, vermeld in de klassen 59.11 tot 60.2, 79.1 tot 79.9 en 90.0 tot 93, met uitzondering van de pretparken bedoeld in de klassen 93.212 en de toeristische inrichtingen;

6° de sector van de diensten aan particulieren, zoals activiteiten van handelsbemiddeling in groothandel vermeld in de klassen 45.11 tot 46.19, van de detailhandel vermeld in de klassen 13.300, 47.11 tot 47.99, 52.210, 95.12 tot 95.23 en 95.25 tot 95.29 behalve indien maximum vijf werknemers berekend in voltijds equivalenten overeenkomstig artikel 12, § 1, lid 2, van het decreet van 14 februari 2019 tewerkgesteld worden;

7° de sector van verhuur van roerend goed vermeld in de klassen 77.1 tot 77.3;

8° de sector dienstencheques, bedoeld bij het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de indiening van de aanvraag*

Art. 4. § 1. De subsidieaanvraag, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 14 februari 2019, wordt door de onderneming bij de administratie ingediend, hetzij via een elektronische post op het daartoe voorzien webportaal, ofwel via de post, middels het formulier waarvan model en inhoud door de Minister of diens gemachtigde worden bepaald.

§ 2. Elke aanvraag tot verlenging van de subsidie moet in de vorm en volgens de modaliteiten bepaald in § 1 door de onderneming ingediend worden minstens drie maanden vóór het verstrijken van de duur vastgesteld in de oorspronkelijke beslissing.

Bij niet-inachtneming van de termijn vastgesteld in lid 1 wordt de aanvraag zonder gevolg geklasseerd.

§ 3. Elke aanvraag tot uitbreiding van de arbeidsregeling wordt door de onderneming ingediend, in de vorm en volgens de regels vastgesteld in § 1.

§ 4. Wanneer de onderneming wenst dat de subsidie die zij geniet overgedragen wordt naar een andere onderneming, overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 14 februari 2019, dient de overnemende onderneming daar een aanvraag toe in bij de administratie, in de vorm en volgens de regels vastgesteld in § 1.

Elke aanvraag, bedoeld in lid 1, wordt ingediend binnen een termijn van één maand te rekenen van de samensmelting of splitsing van de vennootschap(pen), de inbreng van algemeenheid of van bedrijfstak, de afstand van algemeenheid of van bedrijfstak, bedoeld bij het Wetboek van vennootschappen, evenals de gevallen beoogd bij Boek XX van het Wetboek van economisch recht, met « Insolventie van de ondernemingen » als opschrift.

De administratie maakt deze aanvraag bij de Dienst bekend.

Elke aanvraag bedoeld in lid 1 bevat elk bewijsstuk waarmee aangetoond kunnen worden: de overname van de rechten en plichten van de aanvragende onderneming door de overnemende onderneming en de inachtneming van de voorwaarden bepaald bij het decreet van 14 februari 2019 en dit besluit.

§ 5. Wanneer de onderneming wenst dat de subsidie die zij geniet overgedragen wordt naar een andere onderneming, ten gevolge van een verandering van statuut of van naam van de onderneming, dient zij daar een aanvraag toe in bij de administratie, in de vorm en volgens de regels vastgesteld in § 1.

Elke aanvraag bedoeld in lid 1 wordt ingediend binnen een termijn van één maand te rekenen van de verandering van statuut of van naam van de subsidie genietende onderneming.

De administratie maakt deze aanvraag bij de Dienst bekend.

Elke aanvraag bedoeld in lid 1 bevat elk bewijsstuk waarmee aangetoond kunnen worden: de overname van de rechten en plichten van de aanvragende onderneming door de overnemende onderneming en de inachtneming van de voorwaarden bepaald bij het decreet van 14 februari 2019 en dit besluit.

§ 6. Elke aanvraag bedoeld in de paragrafen 1 tot 5 wordt door een persoon ondertekend die gemachtigd is om de onderneming bedoeld in artikel 3 van het decreet van 14 februari 2019 juridisch te binden.

Art. 5. Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag richt de administratie het volgende aan de onderneming, ofwel :

1° een bericht van ontvangst waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is;

2° een bericht waarmee de onderneming verzocht wordt het dossier binnen de dertig dagen na ontvangst van dat bericht verder aan te vullen.

Als het dossier na afloop van de termijn bedoeld in lid 1, 2°, niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de onderneming daarover inlicht.

Art. 6. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, gaat de administratie na of ze ontvankelijk is.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag voldoen aan de toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 3 van het decreet van 14 februari 2019 en niet leiden tot een overschrijding van de bedragen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 14 februari 2019 en artikel 8, lid 2, van het decreet in acht nemen.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, verwittigt de administratie de onderneming en geeft zij geen gevolg aan de aanvraag, binnen een termijn van vijftientig dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt de administratie de aanvraag en maakt zij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftientig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij de administratie.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing tot toekenning of weigering binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door de administratie.

Binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing wordt de administratie ermee belast die beslissing bij elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen, aan de onderneming mede te delen en dient zij de Dienst per e-mail te verwittigen.

HOOFDSTUK IV. — *Verbintenissen en verhogingen*

Art. 7. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 14 februari 2019 dient de onderneming de aanvraag tot inoverwegingname van de indienstneming van de werkzoekende, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, van het decreet van 14 februari 2019, en de verhogingen bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 14 februari 2019, binnen een termijn van één maand te rekenen van de indienstneming van de werkzoekende bij de Dienst in.

De aanvraag en de stukken ter bevestiging van de gegevens bedoeld in het eerste lid, waaronder onder meer het afschrift van de arbeidsovereenkomst, worden bepaald door de Minister of diens gemachtigde volgens een model waarvan hij de inhoud vaststelt.

In geval van indiening van de aanvraag na de termijn bedoeld in lid 1 gaat het bedrag van de subsidie voor de periode gelegen tussen de datum van indienstneming van de werkzoekende en de datum van ontvangst van de aanvraag door de Dienst voor de onderneming definitief verloren.

Bij niet-inachtneming van de voorwaarden van indienstneming bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, licht de Dienst de werkgever daar binnen een maand te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot inoverwegingname van de indienstneming over in. Zoniet worden de indienstnemingstermijnen voor een duur gelijk aan de periode gelegen tussen de het verstrijken van de termijn van één maand en de datum waarop de Dienst de werkgever over de niet-inachtneming van de indienstnemingsvoorwaarden heeft ingelicht, verlengd.

Bij niet-inachtneming van artikel 13, § 4, van het decreet weigert de Dienst de indienstneming van de niet-werkende werkzoekende in overweging te nemen.

De Dienst spreekt zicht uit over de toekenning van de verhogingen bedoeld in artikel 5, § 2, binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot verhoging.

HOOFDSTUK V. — *Vereffening en opschorting van de subsidie*

Art. 8. Onder daadwerkelijk door de werkgever gedragen kost in de zin van artikel 7, tweede lid, van het decreet van 14 februari 2019, wordt verstaan elke uitgave gedaan door de onderneming krachtens een verplichting opgelegd bij een wet, een reglement of een dwingende collectieve arbeidsovereenkomst, met name :

1° de bruto-bezoldiging van de werknemer voor de daadwerkelijke arbeidsprestaties en de bij wet gelijkgestelde prestaties, na aftrek van terugbetalingen van derden;

2° de vakantiegelden die wettelijk verschuldigd zijn voor die prestaties;

3° de eindejaarspremie;

4° de werkgeverslasten inzake sociale zekerheid en de specifieke bijdragen, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid die de onderneming geniet;

5° de vervoerskosten woonplaats-werkplaats;

6° de kosten voor sociaal secretariaat en de premies gestort in het kader van de arbeidsongevallenverzekering krachtens de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

7° de kosten inzake arbeidsgeneeskunde;

8° de werkgeversbijdrage voor maaltijdcheques.

Uitgesloten worden de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van kosten gemaakt door werknemer voor rekening van de werkgever, schenkingen en giften.

Het nazicht van de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kost wordt op basis van de authentieke bronnen door de Dienst verricht, ten vroegste in het jaar volgend op het jaar waarop de aan nazicht onderworpen prestaties betrekking hebben.

Art. 9. § 1. De subsidie bedoeld in artikel 10 van het decreet van 14 februari 2019 wordt door de Dienst vereffend per schijven van kalenderkwartalen, op grond van de documenten overgemaakt door de onderneming.

De onderneming richt de documenten, waarvan het model door de Dienst wordt vastgesteld, uiterlijk tegen de vijftiende dag van de maand volgend op het betrokken kwartaal.

Elke driemaandelijke schijf wordt door de Dienst uitbetaald vóór het einde van de eerste maand volgend op het kwartaal waarin de prestaties zijn verricht.

§ 2. Indien de documenten niet door de onderneming worden verstuurd binnen de termijn waarvan sprake in paragraaf 1, lid 2, wordt de vereffening van de tegemoetkoming opgeschort tot aan de ontvangst van de documenten door de Dienst, uiterlijk de vijftiende dag van de maand volgend op het kwartaal volgend op het betrokken kwartaal.

Worden de documenten niet binnen de termijn bedoeld in lid 1 verstuurd, dan gaat het tegemoetkomingsbedrag voor het betrokken kwartaal voor de onderneming definitief verloren.

Art. 10. De Dienst schort de vereffening van de subsidie op indien hij op grond van elk bewijsstuk of op grond van een vaststelling verricht krachtens artikel 16 van het decreet van 14 februari 2019 dat de onderneming de Europese drempels, vastgesteld in artikel 4, lid 1, van het decreet van 14 februari 2019 overschrijdt.

De administratie maakt dit bij de Dienst bekend.

Art. 11. De Dienst schort de vereffening van de subsidie op indien hij op grond van elk bewijsstuk of op grond van een vaststelling verricht krachtens artikel 16 van het decreet van 14 februari 2019 dat door de onderneming niet in acht worden genomen:

1° de voorwaarden bedoeld in artikel 3 van het decreet van 14 februari 2019;

2° de verplichtingen bedoeld in de artikelen 12 en 13, § 4, van het decreet van 14 februari 2019.

De Dienst maakt dit per e-mail bij de administratie bekend.

Als de sanctieprocedure, bedoeld in artikel 15 van het decreet van 14 februari 2019, na afloop van een termijn van zes maanden te rekenen van de beslissing tot opheffing van de vereffening van de subsidie niet is aangevat wegens niet-inachtneming van de voorwaarden bedoeld in lid 1, wordt de subsidie vereffend overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 14 februari 2019, opschortingsperiode inbegrepen.

HOOFDSTUK VI. — *Verplichtingen van de ondernemingen*

Art. 12. Om de referentiebezetting bedoeld in artikel 12, § 1, tweede lid, van het decreet van 14 februari 2019 te berekenen, wordt het geheel van de werknemers van de onderneming die door de onderneming via de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid worden aangegeven, in overweging genomen, in de RSZ-categorieën zoals bepaald in bijlage 2 van de woordenlijst van de RSZ, en volgens deze nadere regels:

1° enkel volgende werknemers, aangegeven volgens de dienovereenkomstige RSZ-werknemer-codes worden in de referentiebezetting in overweging genomen:

a) de tijdelijke arbeiders in de tuinbouw en de landbouw en gelegenheidsarbeiders in de Horeca;

b) de arbeiders van bijzondere categorie die op basis van forfaitaire bezoldigingen moeten worden aangegeven, met uitzondering van de leerlingen;

c) de gehandicapte arbeiders, met uitzondering van de leerlingen;

d) de arbeiders van gewone categorie, met uitzondering van de leerlingen;

e) de arbeiders en gelijkgestelden, met uitzondering van de leerlingen;

f) de gelegenheidsbedienden in de Horeca;

g) de gehandicapte arbeiders, met uitzondering van de leerlingen;

h) de gewone bedienden, met uitzondering van de leerlingen;

i) de gelegenheidsbedienden;

2° ter afwijking worden de leerlingen zonder uitzondering uitgesloten op grond van de RSZ-codes voor types leercontracten;

3° er wordt geen rekening gehouden met de gegevens in verband met de arbeidstijd waarvoor de werkgever geen bezoldiging of vergoeding betaalt, vallend onder de RSZ-code prestatie, uitgezonderd die welke onder een ander RSZ-code vallen;

4° er wordt geen rekening gehouden met de vergoedingen die de werknemer betaald worden wanneer de arbeidsovereenkomst beëindigd wordt en die in arbeidstijd worden uitgedrukt, vallend onder de RSZ-code bezoldiging.

Om de gemiddelden van de tewerkgestelde werknemers te berekenen, worden de prestaties van het geheel van de tewerkgestelde werknemers in overweging genomen, ongeacht de inrichtingseenheden waar die werknemers tewerkgesteld zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Afwijkingsaanvraag*

Art. 13. De afwijkingsaanvraag wordt door de onderneming bij de administratie ingediend, via elk middel waarmee de zending een vaste datum wordt verleend.

De afwijkingsaanvraag bevat de bemerkingen van de onderneming wat betreft de niet-inachtneming van de verplichtingen bepaald in artikel 12, § 1, lid 1, 2° en 3°, van het decreet van 14 februari 2019.

De administratie maakt het dossier, een uitvoerig verslag en een voorstel tot beslissing aan de Minister of aan diens gemachtigde over.

De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing betreffende de afwijkingsaanvraag bedoeld in artikel 12, § 2, van het decreet van 14 februari 2019.

De administratie geeft bij elk middel dat de zending vaste datum verleent kennis van de beslissing bedoeld in lid 4 aan de betrokken onderneming en verwittigt de Dienst per e-mail.

HOOFDSTUK VIII. — *Sancties*

Art. 14. De Minister of diens gemachtigde kan één van de sancties bedoeld in artikel 15 van het decreet van 14 februari 2019 nemen.

Voorafgaandelijk richt de administratie bij elk middel waarmee de zending een vaste datum verleend wordt een verwittiging aan de onderneming, waarbij deze verzocht binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van de verwittiging de administratie jaar bemerkingen en verweermiddelen te laten geworden.

Bij die gelegenheid kan de betrokken onderneming op eigen aanvraag gehoord worden door de administratie en de Dienst binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van haar bemerkingen en verweermiddelen.

De administratie maakt het dossier, een uitvoerig verslag en een voorstel tot beslissing aan de Minister of aan diens gemachtigde over en verwittigt de Dienst per e-mail.

De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door de administratie.

Binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing geeft de administratie bij elk middel waarmee de zending vaste datum verleend wordt, kennis van de beslissing aan de betrokken onderneming en verwittigt zij de Dienst per e-mail.

Art. 15. § 1. Elke werkgever die in het kader van het decreet van 14 februari 2019 en van dit besluit een schuld heeft tegenover de Dienst, kan een aanzuiveringsplan met deze laatste overeenkomen voor zover de duur van dat plan niet hoger is dan vierentwintig maanden.

De Minister is alleen bevoegd om een aanzuiveringsplan met een duur van meer dan vierentwintig maanden te sluiten.

§ 2. De onderneming die een aanzuiveringsplan wil genieten, richt bij elk middel waarmee de zending een vaste datum verleend wordt een aanvraag aan de "Forem" aan de hand van een formulier waarvan het model door de "Forem" wordt bepaald.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van hoogstens vierentwintig maanden betreft, deelt de "Forem" binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zijn beslissing aan de werkgever en, ter informatie, aan de Minister en aan de administratie mede.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van meer dan vierentwintig maanden betreft, maakt FOREM binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag een met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister over, die binnen twintig dagen beslist te rekenen van de ontvangst van het voorstel van beslissing van de Dienst.

De Minister of diens gemachtigde maakt vervolgens de beslissing aan de Dienst over, die er binnen de tien dagen, bij elk middel waarmee de zending een vaste datum verleend wordt, kennis van geeft aan de onderneming.

§ 3. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in het aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen.

§ 4. In geval van een aanvraag voor een aanzuiveringsplan wordt de terugvordering van de onverschuldigd door het compensatiemechanisme gestorte tegemoetkoming opgeschort tot aan de ontvangst, door de onderneming, van de beslissing van de Dienst of van de Minister over de aanvraag voor een aanzuiveringsplan.

HOOFDSTUK IX. — *Verslag en register*

Art. 16. § 1. De Minister bepaalt de inhoud van het verslag bedoeld in artikel 17, lid 1, van het decreet van 14 februari 2019 en maakt het tegen 31 januari aan de administratie en aan de Dienst over.

Het verslag bedoeld in artikel 17, lid 1, van het decreet van 14 februari 2019 wordt door de administratie en de Dienst voor bekrachtiging aan de Minister overgemaakt tegen uiterlijk 31 maart.

De Minister deelt het verslag aan de Regering mee, die het tegen 30 september overmaakt aan de instanties bedoeld in artikel 17 van het decreet van 14 september 2019.

§ 2. De Minister bepaalt de inhoud van het register bedoeld in artikel 17, lid 2, van het decreet van 14 februari 2019 en maakt het aan de administratie en aan de Dienst over tegen 31 januari.

Het register bedoeld in artikel 17, lid 2, van het decreet wordt door de administratie en de Dienst voor bekrachtiging aan de Minister overgemaakt tegen uiterlijk 31 maart.

Dat register wordt aan de Regering medegedeeld.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Het decreet van 14 februari 2019 en dit besluit treden in werking op 1 april 2019.

Art. 18. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming.

P.-Y. JEHOLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/40838]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux aides aux micro, petites et moyennes entreprises pour l'occupation de places en milieu d'accueil de la petite enfance

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er};

Vu l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, les articles 58, 66, 71 et 73;

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 3, 4, 16, alinéa 2, 17, 30 et 49;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 2008 relatif à l'aide aux entreprises destinée à l'accueil de la petite enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 janvier 2019 relatif aux aides de préactivité;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/40838]

28 MAART 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de steun aan micro-, kleine en middelgrote ondernemingen voor de bezetting van plaatsen in de kinderopvang

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie, de artikelen 58, 66, 71 en 73;

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 3, 4, 16, tweede lid, 17, 30 en 49;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 betreffende de steun aan ondernemingen bestemd voor de kinderdagopvang;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 januari 2019 betreffende de steun voor preactiviteit;